

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°600 – 3 octobre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Publication du rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA par la BCEAO

Selon le [Rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA](#) de septembre 2025, le taux de croissance de l'Union s'est situé à 6,5 % en glissement annuel (g.a) au 2^e trimestre, soutenue par la consommation et l'investissement. Pour l'ensemble de l'année 2025, la croissance est projetée à 6,3 %. Le déficit budgétaire de l'UEMOA s'est réduit à 3,9 % du PIB au 1^{er} semestre 2025 (contre 4,4 % un an plus tôt) et devrait atteindre 3,7 % du PIB sur l'ensemble de l'année 2025. Sur le plan extérieur, le solde global de balance des paiements a dégagé un excédent de 1788,6 Md FCFA (2,7 Md EUR) au 2^e trimestre 2025, en lien avec l'amélioration des termes de l'échange, l'accroissement du volume des exportations d'hydrocarbures et la mobilisation de ressources extérieures par certains Etats. Le déficit courant s'est nettement résorbé pour atteindre 2,4 % du PIB au 2^e trimestre, contre 7,8 % un an plus tôt. L'inflation a poursuivi son repli, à 0,6 % en g.a au 2^e trimestre 2025, après 2,2 % le trimestre précédent, portée par la détente des prix alimentaires et énergétiques. La BCEAO prévoit une inflation moyenne annuelle de 1,2 % en 2025, dans la fourchette cible de 1 - 3 %.

Bénin

Ouverture d'un bureau Proparco

Proparco, la filiale dédiée au financement du secteur privé de l'Agence française de

Le chiffre à retenir

1,8 Md USD

Le montant des investissements
d'ArcelorMittal pour le projet d'expansion de
sa mine de fer à Yekepa au Liberia

développement (AFD), [a annoncé](#) l'ouverture d'un bureau à Cotonou, le 14^e sur le continent africain. Lors de l'inauguration, Proparco a également signé un protocole d'accord avec la Caisse des Dépôts et de Consignations du Bénin (CDCB) portant sur l'identification conjointe de projets prioritaires pour le Bénin, qui pourraient être financés par PROPARCO. A noter que l'Afrique représente 47 % du portefeuille de Proparco [en 2024](#), pour un montant de 1 284 M EUR.

Instauration d'un régime d'assurance agricole indicielle

Après une première phase pilote, le Bénin a décidé de généraliser [son régime d'assurance agricole indicielle](#) à tous les agriculteurs et éleveurs du pays. Ce type d'assurance, gérée par le Fonds national de Développement agricole (FNDA), permet de compenser une perte de revenu qui serait survenue suite à un aléa climatique, en se basant sur un indice qui tient compte du niveau de la production agricole ou du rendement des cultures.



Burkina Faso

L'encours de la dette publique se situe à 12,5 Md EUR au 1^{er} trimestre 2025

Selon le [bulletin](#) publié par le Ministère de l'Economie et des Finances, l'encours de la dette publique (Administration centrale) s'élève à 8 201,2 Md FCFA (12,5 Md EUR) à fin mars 2025, soit une augmentation de 2,1 % depuis le début de l'année. L'encours est constitué à 40,8% de dette extérieure et à 59,2 % de dette intérieure. La dette extérieure se répartit comme suit : 89,3 % envers les créanciers multilatéraux ; 7,9 % envers les créanciers bilatéraux ; 2,8 % envers les banques commerciales. La part de la dette extérieure exposée aux fluctuations des devises étrangères (hors euro) est estimée à 30,4%. Quant à la dette intérieure, elle est constituée à 77,9% de titres émis sur le marché financier régional. L'encours de la dette au 31 mars 2025 rapporté au PIB à fin décembre 2024, fait ressortir un ratio de 61,7%.

Côte d'Ivoire

Accord au niveau des services pour la 5^e revue FEC/MEDC et la 4^e revue FRD

Le 30 septembre 2025, le FMI [a annoncé](#) un accord au niveau des services avec les autorités ivoiriennes portant sur la 5^e revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) et le Mécanisme élargi de crédit (MEDC), ainsi que sur la 4^e revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Cet accord, sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration du FMI, permettra un décaissement d'environ 844 M USD, dont 510 M USD au titre des programmes FEC/MEDC et 334 M USD au titre de la FRD. Selon le chef de mission, la performance économique de la Côte d'Ivoire demeure solide : la croissance devrait atteindre 6,3 % en 2025, portée par les services, les hydrocarbures et les mines, tandis que

l'inflation devrait tomber à environ 1 % en 2025. Par ailleurs, des termes de l'échange favorables et la baisse des prix internationaux des principales denrées alimentaires importées devraient contribuer à réduire encore le déficit de la balance courante à environ 1,5 % du PIB en 2025. Le déficit budgétaire est en voie de respecter, dès cette année, la norme de l'UEMOA fixée à 3 % du PIB. Les discussions ont également porté sur les réformes climatiques, notamment l'intégration des risques climatiques dans la gestion des finances publiques et la mise en place d'outils de suivi de la consommation énergétique.

Signature d'un contrat de production de partage entre l'Etat ivoirien et le consortium ENI/Petroci Holding

Le 1^{er} octobre 2025, l'Etat ivoirien et le consortium composé du groupe italien Eni et de l'entreprise d'Etat Petroci [ont annoncé](#) la signature d'un contrat de production de partage sur le bloc pétrolier offshore CI-707, situé à l'Ouest du gisement Calao découvert en mars 2024 par le groupe italien. Selon le Directeur général de l'Energie de Côte d'Ivoire, l'accord comprend trois périodes d'exploration de trois ans chacune et représente un investissement total de 34 Md FCFA (51,8 M EUR), dont 20 M USD (17 M EUR) d'investissement initial. Il s'agit du 11^{ème} bloc opéré par Eni, soit près de 40 % des zones d'exploration et d'exploitation de Côte d'Ivoire. Pour rappel, le gisement Calao est la seconde plus grande découverte pétrolière en Côte d'Ivoire, avec des ressources estimées entre 1 Md et 1,5 Md de barils de pétrole.

Les prix d'achat bord champ du cacao et du café augmentés de 27 % et 13 % respectivement

Le 1^{er} octobre 2025, lors de la cérémonie d'ouverture de la campagne 2025-2026 de commercialisation du café et du cacao, le Président de la République de Côte d'Ivoire [a](#)



[annoncé](#) que le prix d'achat bord champ des fèves de cacao est fixé à 2800 FCFA (4,27 EUR) le kg et le café à 1700 FCFA (2,59 EUR) le kg pour cette campagne, des niveaux historiquement hauts pour les deux filières. Cela représente en outre une augmentation de 27,3 % pour le cacao et de 13,3 % pour le café par rapport à leurs prix précédents. Pour rappel, la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao, avec environ 40 % de l'offre mondiale. En 2024, les exportations ivoiriennes du cacao et de ses dérivés ont atteint 4 354,4 Md FCFA (6,6 Md EUR), soit 35,2 % des exportations totales du pays.

Guinée

La BCRG baisse son taux directeur à 9,75 %

A l'issue de la 18^e réunion ordinaire de son Comité de politique monétaire tenue le 26 septembre 2025, la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) [a décidé](#) de baisser (i) son taux directeur de 10,25 % à 9,75 % et (ii) le coefficient des réserves obligatoires de 12,25 % à 11,75 %, reflétant ainsi un assouplissement de sa politique monétaire. Ces mesures visent à stimuler l'activité économique et à soutenir la croissance. Elles s'inscrivent en effet dans un contexte d'inflation en baisse, se situant à 2,2 % en glissement annuel en avril 2025 tandis que la croissance s'est maintenue à 6,5 % en g.a au 2^e trimestre.

Libéria

ArcelorMittal réaffirme 1,8 Md USD d'investissement pour son expansion

Le 25 septembre 2025, ArcelorMittal Liberia (AML), a annoncé à travers [communiqué](#) sa conformité à l'Accord de développement minier conclu avec les autorités libériennes. A noter que cette déclaration fait suite à une

récente visite des installations de la concession de Yekepa d'un comité sénatorial chargé du suivi des conventions minières. Pour rappel, les investissements pour le projet d'expansion "Phase II" à Yekepa se chiffrent à 1,8 Md USD, incluant entre autres (i) la construction d'une usine de concentration, (ii) la modernisation et l'extension des infrastructures ferroviaires et portuaires, et (iii) une centrale électrique de 100 MW à Tokadeh et Buchanan. La création d'emplois locaux, directs et indirects, à travers le projet est estimée à 7 500.

Un accord pour promouvoir le commerce et les investissements dans les zones économiques spéciales

L'Autorité des zones économiques spéciales du Liberia et l'Autorité des recettes du Liberia [ont signé](#) un protocole d'accord pour stimuler le commerce et l'investissement dans les zones économiques spéciales. Le cadre introduit des incitations fiscales fondées sur la performance, liées à des critères mesurables comme la création d'emplois, le développement d'infrastructures, l'investissement en énergies et technologies vertes et le volume des exportations. Il définit également un cadre de suivi conjoint des performances de toutes les zones économiques spéciales potentielles pendant une période déterminée.

Mali

Présentation du projet de loi de Finances pour l'exercice 2026

Le 26 septembre 2025, le Conseil des ministres [a présenté](#) son projet de loi de Finances pour l'exercice 2026. Les recettes budgétaires sont estimées à 3 057,8 Md FCFA (4,7 Md EUR), soit une progression de 11,6 % par rapport à Loi de finances rectificative (LFR) 2025. Les dépenses devraient atteindre 3 578,2 Md FCFA (5,5 Md EUR), en hausse de 9,1 % par rapport à la



LFR 2025. Le déficit global est attendu à 520,4 Md FCFA (790 M EUR), soit une réduction de 3,7 % en niveau par rapport à la LFR 2025.

Mauritanie

300 M USD pour un projet de centrale hybride solaire-éolienne

La Mauritanie a signé, avec Iwa Green Energy, son premier contrat de producteur indépendant d'électricité (IPP). D'un montant de 300 M USD, l'accord prévoit la construction d'une centrale hybride solaire-éolienne de 60 MW, dont la mise en service est prévue pour septembre 2026. Selon le [communiqué](#) de la Banque africaine de développement (BAfD), cette nouvelle capacité portera la puissance installée du pays à environ 450 MW. Ce partenariat public-privé s'inscrit dans la stratégie des autorités mauritaniennes pour accroître la production d'électricité grâce à des investissements privés, tout en accélérant la transition vers les énergies renouvelables. Le projet s'inscrit par ailleurs dans le cadre de l'initiative "Desert to Power", lancée en 2019 par la BAfD pour exploiter le potentiel solaire de onze pays du Sahel (dont le Burkina Faso, le Mali, le Niger, et le Sénégal).

Niger

145 M USD de la BAfD pour l'énergie et le secteur privé au Niger

La Banque africaine de développement (BAfD) et le Niger [ont signé](#) à Abidjan un accord de financement de 144,7 M USD destiné à améliorer l'accès à l'énergie et la compétitivité du secteur privé. Cet appui budgétaire, octroyé via le Fonds africain de développement, permettra de lancer la 1^{ère} phase du Programme d'appui à la gouvernance et à la compétitivité du secteur de l'énergie (PAGSEC). D'ici 2026, l'accès national à l'électricité devrait passer de

22,5 % à 30 %, tandis que la part de l'industrie manufacturière dans le PIB progresserait de 2,5 % à 3,8 % grâce à ce soutien. Le programme met l'accent sur les énergies renouvelables, avec un objectif de 240 MW d'énergie solaire à l'horizon 2030, dont 50 MW d'ici décembre 2026. Il vise aussi à renforcer la gestion des finances publiques et la mobilisation des recettes fiscales, le dialogue public-privé et l'inclusion sociale, notamment en faveur des déplacés internes, des femmes et des jeunes.

Sénégal

Lancement d'un programme de sobriété carbone dédié à l'industrie du ciment

Le 29 septembre 2025, le Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique du Sénégal a procédé au lancement d'une "[Feuille de route](#)" dédiée à la sobriété carbone dans le secteur de la cimenterie. Cette initiative fait partie d'un programme subventionné à hauteur 7 M EUR de l'Union européenne. Elle s'inscrit également dans la lignée du programme "Sénégal 2050". Le document établit une stratégie de réduction des émissions de gaz carbonique d'ici à 2030 en misant sur l'amélioration du mix énergétique et le renforcement de l'efficacité énergétique dans le processus industriel. Pour rappel, le ciment est responsable de 7 à 8 % des émissions mondiales de CO₂.

Lancement du programme AEYA au profit de la jeunesse

Le 30 septembre 2025, eu lieu le [lancement officiel](#) de l'Africa-Europe Youth Academy (AEYA), porté par l'Union Européenne (UE), Expertise France et l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS). Le programme, doté d'un budget de 15 M EUR (dont 9 M EUR financé par la France) sur 4 ans et couvrant une vingtaine de pays d'Afrique



subsaharienne, vise à favoriser l'émancipation et l'autonomisation des jeunes âgés de 18 à 30 ans. Il s'inscrit dans le cadre du plan d'action pour la jeunesse de l'UE et de l'initiative "Mobilités des jeunes pour l'Afrique" du programme d'investissement "Global Gateway" Afrique-Europe. Le projet met l'accent sur le développement du leadership, l'éducation, la formation professionnelle, tout en respectant une exigence de parité minimale de 50% de femmes et au moins 25 % de participants issus de situations de vulnérabilité.

La SENELEC lance une opération de titrisation de 183 M EUR

Le 1^{er} octobre 2025, la Senelec et BOAD Titrisation ont annoncé le lancement d'une opération financière inédite portant sur une émission obligataire de 120 Mds FCFA (182,9 M EUR) via le Fonds Commun de Titrisation de Créances [FCTC SENELEC 2025-2030](#). Structurée par BOAD Titrisation, et doublement labellisée Green Bond et Sustainability-Linked Bond, cette opération est une première en Afrique pour une société publique. Les fonds mobilisés devraient servir à financer les projets durables de la SENELEC. Elle vise à accélérer la transition énergétique et à réduire les émissions de CO₂ de la Senelec et au-delà à garantir l'accès universel à l'électricité et renforcer la souveraineté énergétique du Sénégal. L'émission est subdivisée en 4 tranches avec différents taux d'intérêts : 0 % (tranche C2), 8,15 % (tranche A) et 10 % (tranches B et C2) et court du 29 septembre au 5 novembre 2025.

Sierra Leone

La Banque centrale baisse son taux directeur à 18,75 %

Le 23 septembre 2025, la Banque de Sierra Leone a décidé de réduire son taux directeur de 300 points de base à 18,75 % suivant la recommandation de son Comité de politique

monétaire (CPM). Ce taux avait déjà été abaissé 2 mois plus tôt de 200 points de base à 21,75 %. Cette décision reflète l'assouplissement des pressions inflationnistes et l'amélioration du cadre macroéconomique. L'inflation est revenue à 5,9 % en g.a en août 2025 contre 6,5 % en juillet 2025. La croissance du PIB réel est projetée à 4,5 % en 2025, après 4,4 % en 2024, portée par de bonnes performances dans l'agriculture, les services et les mines. La balance commerciale a enregistré un excédent de 6,4 M USD au 2^e trimestre 2025, contre un déficit de 124 M USD au 1^{er} trimestre 2025. En outre, les réserves de change permettent de couvrir 2 mois d'importations.

40 M USD de la Banque mondiale pour l'accès à l'eau et à l'assainissement

Le 25 septembre 2025, la Banque mondiale a approuvé un financement de 40 M USD, via l'Association internationale de développement (IDA), pour le lancement du Sierra Leone Water Security and WASH Access Improvement Project. Première étape d'un programme décennal de 180 M USD, ce projet vise à renforcer les institutions du secteur, moderniser les infrastructures et améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans un pays où seuls 63 % des habitants ont accès à une source d'eau de base et 32 % à un service sanitaire sûr. Le projet devrait bénéficier à environ 5 M personnes. Il prévoit également la création de 1 400 emplois directs et le renforcement des capacités de 600 professionnels du secteur.

Togo

Hausse des exportations de café et de cacao

Le bilan de la campagne 2024-2025 de commercialisation du café et du cacao a été présenté par le Comité de coordination de la filière café-cacao (CCFCC) le 26 septembre à l'occasion du lancement de la campagne 2025-



2026. Le Togo a exporté 4 400 tonnes de café et 24 000 tonnes de cacao lors de la campagne 2024-2025 contre 2 618 tonnes de café et 11 182 tonnes de cacao pour la campagne 2023-2024. Les filières café et cacao contribuent [à hauteur de](#) 1,4 % à la formation du PIB national et de 5,5 % à la valeur ajoutée du secteur agricole.

Revue du portefeuille de la Banque africaine de développement au Togo

Du 22 au 25 septembre, s'est tenue la [revue de la performance](#) du portefeuille de la Banque africaine de développement (BAfD) au Togo, au titre de l'année 2025. Les projets en cours au Togo sont au nombre de 26, dont 16 nationaux et 10 régionaux, pour un montant global est de 425 M UC (499 M EUR), avec un taux de décaissement est de 72,7 %. L'activité de la BAfD se concentre sur les secteurs des transports, de l'agriculture, de l'énergie, de la gouvernance, du social et la finance. Pour rappel, la BAfD [a approuvé](#) en mai dernier un financement de 26,5 M EUR pour le projet de construction d'une centrale solaire à Tchaoudjo, près de la ville de Sokodé dans la région Centrale, porté par le consortium des entreprises françaises Méridiam – EDF.



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens de nos dernières publications régionales.

Bulletin économique de l'Afrique de l'ouest (BEAO)



[Édition du BEAO de juillet 2025](#)

[Édition du BEAO d'avril 2025](#)

Chiffres clés



[Bénin](#)

[Burkina Faso](#)

[Cap-Vert](#)

[Côte d'Ivoire](#)

[Gambie](#)

[Guinée](#)

[Guinée-Bissau](#)

[Libéria](#)

[Mali](#)

[Mauritanie](#)

[Niger](#)

[Sénégal](#)

[Sierra Leone](#)

[Togo](#)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)